



Montreuil, le 06 juin 2018

SUD-Rail
17, boulevard de la Libération
93200 Saint-Denis

Chers collègues,

Nous avons lu avec attention votre courrier. Etant donné que nous nous voyons toutes les semaines en interfédérale, nous comprenons cet écrit comme une démarche principalement à l'attention des cheminots et pas véritablement à l'attention des fédérations. Nous regrettons que votre organisation se prête à ces stratagèmes qui relèvent plus de la tentative de récupération que de la contribution au débat.

Nous avons pourtant toujours été ouverts à la discussion, y compris lorsque vous aviez souhaité nous rencontrer avant le conflit, pour engager une démarche commune autour d'une stratégie à trois jours de grève par semaine. A cette époque, bien sûr, vous ne mesuriez pas encore pleinement le niveau de vos dissensions internes, et nous regrettons profondément que vous tentiez aujourd'hui de les régler en prenant pour cible l'interfédérale.

Comme nous ne pouvons pas laisser dire un certain nombre de contre vérité sans réagir, nous allons donc reprendre votre courrier dans le détail. C'est la première et la dernière fois que nous nous prêterons à cet exercice que vous avez souhaité rendre public, car il nous semble que dans l'intérêt de tous, nos différences d'appréciation ne doivent pas être portées à la vue de nos adversaires, ce dont vous ne semblez pas conscients.

Tout d'abord, il est heureux que vos syndicats aient rejeté le 31 mai 2018 un pacte ferroviaire lancé par le Premier Ministre le 26 février 2018 et contre lequel nous sommes en grève depuis plus de 2 mois.

Nous sommes dans la même optique depuis le début, à savoir faire retirer ce pacte dont les 3 mesures sont néfastes et gagner une vraie réforme qui réponde aux enjeux environnementaux, notamment par la relance du FRET ; qui réponde aux besoins de la population d'un service public de qualité dont la ponctualité est à nouveau le point fort avec la remise en cause de la gestion par activité et de la casse permanente des moyens ; et enfin qui redonne aux cheminots la fierté de travailler pour une grande entreprise publique unique et intégrée, dans de bonnes conditions, en reprenant toute la maîtrise de la production par la réintégration de charges sous-traitées ou filialisées.

Pour autant, nous savons ce qu'est un rapport de forces. C'est un comparatif entre la force et la détermination de chaque camp. Selon le niveau où s'établit ce rapport, le pouvoir est contraint de reculer en totalité, en partie ou pas du tout.

Il ne suffit donc pas de mettre en avant des slogans sur le « retrait du pacte ferroviaire » pour qu'il advienne. Il faut développer le rapport de forces en espérant que l'adversaire ne nous surpassera pas en nombre, en moyens et en détermination.

C'est pour cela que la CGT s'emploie depuis plus d'un an et demi (dès que nous avons pris connaissance du projet de loi Negre/Maurey) à accroître la mobilisation des cheminots et à préparer l'épreuve de force dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Nous nous sommes sentis bien seuls dans cette démarche jusqu'au début du mois de mars 2018. Nous assumons d'être la seule organisation syndicale en capacité réelle de s'affronter à un contexte difficile. Par nos diverses initiatives (4 séries de rassemblements en Région, plus d'une centaine de cahiers revendicatifs de site construits avec les cheminots, pétition contre la casse de nos droits sociaux signée à 41 000 exemplaires...), nous avons réussi à faire changer l'état d'esprit des cheminots qui étaient fatalistes au départ. Grâce à nos initiatives en direction des usagers (par exemple la diffusion d'un journal *La Vraie Info* à 500 000 exemplaires), nous avons aussi largement contribué à améliorer l'image des cheminots dans l'opinion publique, ce qui est aujourd'hui un élément important de la motivation des grévistes. Grâce à notre travail sur le règlement européen OSP, popularisé dans notre contre-rapport *Ensemble pour le FER*, nous avons prouvé qu'il existe des exceptions à la concurrence et que le Gouvernement peut donc maintenir le monopole de la SNCF en dernier ressort, malgré les évolutions de la réglementation européenne.

Votre fédération n'a pas construit d'initiative significative permettant de développer le rapport de forces. Vos dissensions internes vous empêchent de vous impliquer pleinement dans l'interfédérale, malgré vos déclarations initiales. Vous refusez d'ailleurs toujours de signer les DCI et préavis unitaires malgré le fait que toutes les AG sont sur ces modalités. Vous vous placez dans une posture d'embuscade, critiquant systématiquement toutes les démarches engagées. Vous vous êtes tout d'abord trompé sur le reconductible, pour lequel la majorité de vos adhérents n'ont pas voté dans les assemblées générales. Vous avez tenté de minorer la portée du « *Vot'Action* » qui, pourtant, fut une réussite. Aujourd'hui, vous vous trompez à nouveau sur le calendrier, en engageant une démarche nationale pour faire voter des motions dans les assemblées générales visant à le faire modifier. Vous ne respectez pas le vote des assemblées générales puisque vous ne respectez pas l'écrasante majorité d'entre elles qui ne souhaitent pas de modification. Vous vous appuyez sur celles qui vont dans le sens de la stratégie décidée dans vos instances fédérales. Penser que la circulation des trains s'améliore parce que la direction s'adapte est une erreur, et vous en avez convenu en interfédérale. Il y a plus de trains qui roulent parce qu'après 26 jours de grève, la direction dispose de plus de ressources. Cela renvoie les organisations syndicales à la nécessité de concentrer leurs efforts sur la remobilisation des cheminots et non sur des polémiques. Il est à noter que les sites ayant appelé à la reconduction sont

aujourd'hui bien moins mobilisés, ce qui péjore le mouvement. Nous comprenons qu'il est plus aisé de reporter la faute sur le calendrier plutôt que de s'affronter réellement à la situation. Il n'y a aucune stratégie qui permette de gagner sans une mobilisation forte, particulièrement face à ce Gouvernement. Imaginer que changer les dates suffirait est une imposture destinée à vous exonérer du travail militant nécessaire à remobiliser les cheminots. Cela ne rendrait que plus difficile le travail des militants pour préparer la séquence de grève suivante. Vouloir prendre les usagers par surprise, accrédirait la propagande de la Direction qui parle d'un conflit minoritaire, mais nuisible par sa forme. Cela ne pourrait que faire baisser le soutien que nous avons réussi à acquérir dans le public et donc à nous priver de l'un des atouts de ce mouvement.

La seule perspective, comme la CGT l'a annoncé depuis le début, c'est de démontrer au Gouvernement que la grève perdurera à un haut niveau au-delà du processus législatif et donc qu'il n'aura qu'une solution pour se sortir du borbier ferroviaire : reculer.

A ce titre, la focalisation que vous opérez à chaque étape parlementaire (vote à l'Assemblée Nationale d'abord, puis le Sénat le 5 juin) pour tenter de détourner le calendrier des dates initiales, accrédite la propagande du Gouvernement qui veut présenter ces dates comme des butoirs au-delà desquels la grève ne serait plus justifiée. Les votes de la loi par les chambres, avec une majorité absolue LREM à l'Assemblée, et une alliance avec la droite au Sénat, ne sont pourtant pas une surprise. Ce Gouvernement qui fait du passage en force sa marque de fabrique va utiliser cette puissance institutionnelle pour tenter de démobiliser les cheminots. Rentrer dans son jeu n'est pas une bonne idée. Comme nous l'avons annoncé depuis le début, face à l'intransigeance du pouvoir, ce qui représente une petite chance de victoire c'est de tenir dans la durée, au-delà même de ces votes. Il n'y a donc aucune raison de changer cette stratégie.

Par ailleurs, la Fédération Sud-Rail n'a jamais porté l'idée d'une manifestation nationale le 13 juin en interfédérale. Faire cette proposition par courrier, à 12 jours de la date ciblée, est totalement irresponsable et, pour tout dire, surprenant. Une manifestation nationale ne se construit pas en 10 jours, vous le savez. Celle du 22 mars a été organisée en 6 mois.

Vous dites que s'exprimer d'une seule voix est important. Mais vous ne cessez de pratiquer le contraire depuis le début de ce conflit. La fédération SUD-Rail valide des démarches en interfédérales qui sont ensuite contestées par certains de vos représentants locaux dans les A.G.

S'agissant de la CCN, nous avons porté de manière constante depuis 2014 l'exigence d'une CCN de haut niveau, c'est ce que nous continuerons à faire. C'est d'ailleurs également la logique de votre « statut des travailleurs du rail ». Par ailleurs, vous avez validé en interfédérale l'exigence de tables rondes tripartites avec le Gouvernement et le patronat pour pouvoir présenter la plateforme revendicative unitaire et apporter aux grévistes les réponses du Gouvernement. Ce dernier veut limiter la portée de ces réunions. Vous avez également validé le courrier unitaire que nous lui adressons pour exiger que tous les sujets puissent être discutés. Nous verrons quelle sera sa réponse. Inutiles donc de faire des sous-entendus malvenus ou de la surenchère verbale.

Vous aurez compris que notre Fédération, bien que pleinement ouverte à l'unité syndicale, est fortement interrogative sur votre propre engagement.

Nous vous proposons donc de rentrer dans une démarche réellement unitaire, notamment en vous associant désormais à tous les préavis décidés et déposés par l'interfédérale, afin que nous concentrions toutes nos forces sur la mobilisation des cheminots et l'affrontement du Gouvernement.

Salutations syndicales,

Le Secrétariat fédéral